

Le bonheur public

Jean-Claude Ravet

Numéro 758, juillet–août 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66899ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ravet, J.-C. (2012). Le bonheur public. *Relations*, (758), 3–3.

Le bonheur public

Depuis qu'une vidéo, diffusée par Anonymous sur Internet, a montré l'opulence grotesque de l'élite économique et politique du Québec lors d'un festin offert en août 2008 chez les Desmarais, à Sagard, nous pouvons mesurer la déconnexion de celle-ci du reste de la population, et par là même son degré d'ahurissement devant le « Printemps érable ». En quelques semaines, des années d'efforts à dépolitiser la vie politique, à masquer la violence des rapports sociaux et des orientations économiques sous l'avalanche de discours gestionnaires lénifiants, à convertir les citoyens en contribuables résignés, tout cela a volé en éclat!

La crise sociale a été telle qu'elle a forcé l'élite à dévoiler un visage autoritaire qu'on connaissait moins: elle a plaidé sans retenue pour une démoc-

cratie restreinte, à tous les quatre ans – le temps d'un vote. Même la loi spéciale, qui devait clore l'affaire une fois pour toutes, n'a fait qu'attiser le feu de la liberté politique qui couvait sous les cendres de la bonne gouvernance et de la priorité absolue de « faire des affaires ».

Revenir au calme, à l'ordre, à la normalité est, pour cette élite, l'impératif du moment. Nul doute qu'elle s'y affaira de toutes ses forces médiatiques. Distraire le bon peuple pour qu'il redevienne comme elle l'aime, soumis, enclos dans son petit chez-soi, assis sagement devant la télé-amuseuse publique, sans se préoccuper le moins du monde des affaires publiques: voilà pour elle l'idéal civique par excellence. Ne pas penser « société », « bien commun », « partage des richesses », « justice sociale ». Ne pas réfléchir sur les normes, les principes fondamentaux sur lesquels nous voulons fonder notre communauté politique et qui doivent régir la vie collective. Surtout ne pas réveiller l'amour du monde, et la conscience de ce qui nous lie intimement aux autres et à la Terre, à notre terre québécoise et à la joie d'être les uns auprès des autres – et non pas simplement les uns aux côtés des autres ou, pire encore, les uns contre les autres.

Ce que la rue nous enseigne par ses manifestations tenaces et courageuses, ses tintamarres de casseroles charivaresques et ses actes de désobéissance civile non-violente, c'est que la démocratie n'est pas une forme institutionnelle qui se résumerait au suffrage universel, loin de là. Elle est action collective, paroles partagées, mouvements, contestations. Depuis quand la démocratie est-elle synonyme d'ordre, comme l'ont prétendu le gouvernement libéral et ses thuriféraires? Au bord de la crise de nerf, il fallait les voir qualifier de dangereuse griserie irrationnelle l'expérience de la liberté politique que faisaient des milliers de citoyens éprouvant ce bonheur de participer activement aux affaires de la cité, de se réapproprier enfin l'espace public et la parole. C'est d'ailleurs le réflexe de toute oligarchie, de toute hiérarchie de s'approprier ce « pouvoir », de le confisquer et de le sacraliser en niant la pluralité humaine

et la capacité d'agir et de débattre collectivement. Les chrétiens en savent quelque chose, eux qui ont vu leurs communautés de foi dans le Nazaréen – pauvre parmi les pauvres – se métamorphoser petit à petit en une monstrueuse structure étouffante et déconnectée de la vie.

Avons-nous donc oublié les luttes sociales qui ont accompagné la démocratie depuis son invention? Devons-nous effacer de notre mémoire ces minorités actives, responsables, turbulentes qui ont assumé, à leur corps défendant, le rôle d'éveilleuses de conscience et d'initiatrices de changements importants, faisant reculer l'injustice malgré le consensus factice sur lequel elle reposait? La majorité silencieuse est toujours l'alibi parfait d'une élite jalouse de ses privilèges. Le silence a le dos large, surtout quand il avoisine le musèlement et l'apathie. Nous serions naïfs de croire que le pouvoir et la richesse gigantesques des élites économiques, qui se déploient grâce à la dépossession des autres, ne nécessitent pas une « démocratie » sur mesure, moulée à leurs intérêts.

N'ayons donc pas peur. Laissons-nous interpellé par l'ébranlement de la routine et du conformisme. C'est le propre de l'expérience bouleversante de la liberté politique, fondatrice de la démocratie. Elle fait sauter les œillères de l'existence qui évitent de nous colteller avec ses limites et d'assumer notre vulnérabilité et notre responsabilité à l'égard d'autrui et de la société. Elle nous met en marche, certes inquiets, mais solidaires et habités par une confiance inébranlable en la dignité humaine.

JEAN-CLAUDE RAVET



Milena Doncheva,
Le miroir (détail),
2009